Placements | AGF

COMITÉ DE RÉPARTITION DE L'ACTIF **AGF**

T2-2025

Perspectives trimestrielles et composition du portefeuille modèle

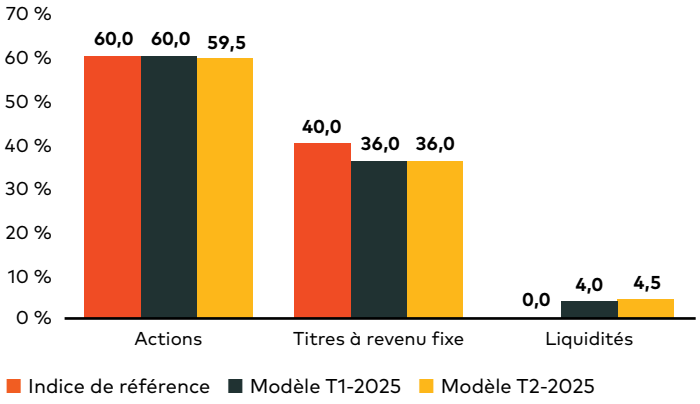
Répartition de l'actif

Le Comité de répartition de l'actif AGF a maintenu la ventilation des actions à neutre, celle des titres à revenu fixe à sous-pondération et enfin celle des liquidités à surpondération pour le trimestre à venir. Les nouvelles politiques américaines pourraient dans un premier temps ralentir la croissance économique mondiale et accélérer l'inflation, une situation qui pourrait être compensée plus tard par des politiques monétaires plus accommodantes ainsi que par des mesures de relance budgétaire dans certains pays.

Bien que l'inflation ait reculé au cours de la dernière année, elle a persisté aux É.-U. au premier trimestre (T1) dans un contexte de croissance économique soutenue, propulsée par l'élan des trimestres précédents. Les banques centrales des marchés développés ont continué de surveiller les niveaux d'inflation et de réduire de manière ciblée leurs taux en fonction de la croissance économique de chaque région. Pendant le T1, les actions américaines ont été très volatiles, l'accent mis par l'administration américaine sur les tarifs douaniers ayant commencé à peser plus lourdement sur l'évolution des taux d'intérêt et de la croissance économique.

Le Comité a conservé des perspectives neutres à l'égard des actions, mais leur pondération a légèrement diminué en se chiffrant à 59,5 %, des actifs ayant été réaffectés aux liquidités. Le Comité continue de sous-pondérer les titres à revenu fixe et il a réduit la ventilation des titres de créance, les obligations des marchés émergents étant maintenant en sous-pondération et les obligations à rendement élevé en position neutre. À l'inverse, la ventilation des obligations canadiennes et mondiales de qualité a légèrement augmenté. Quant aux liquidités, elles ont grimpé à 4,5 %, afin d'atténuer la volatilité et de procurer une source de financement pour les occasions à venir. Le Comité demeure ouvert à l'utilisation de placements non traditionnels dans les portefeuilles. Les placements non traditionnels peuvent améliorer la diversification et le profil risque-rendement.

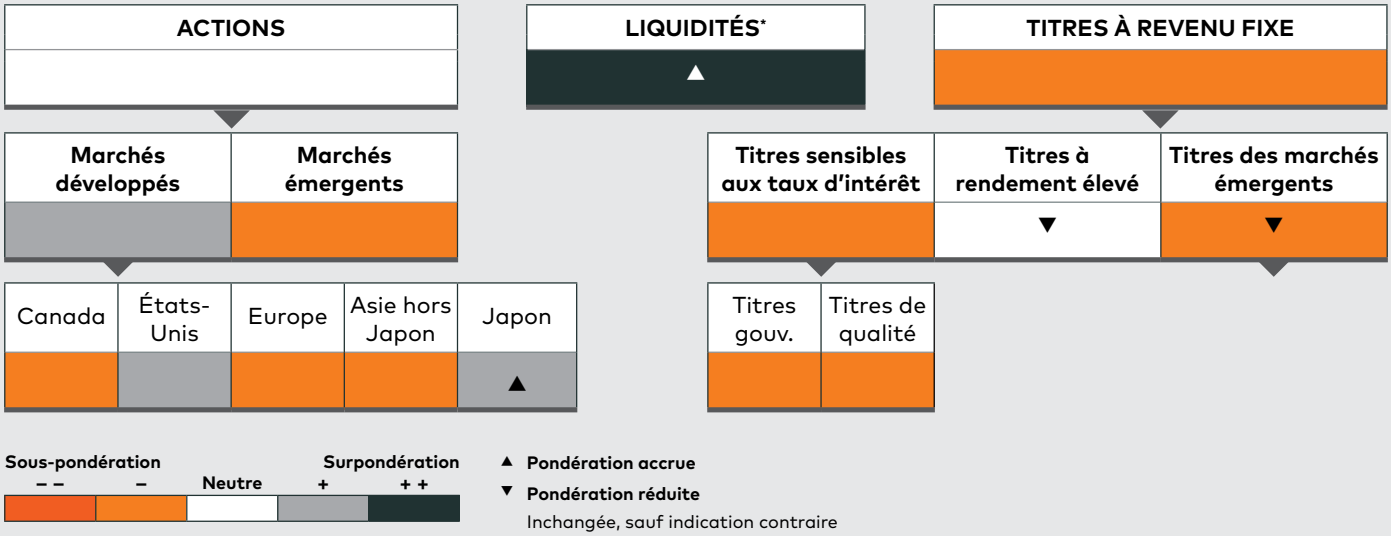
FIGURE 1 : Répartitions de l'actif



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 31 mars 2025. Vous ne pouvez pas investir directement dans un indice.

Indice de référence : 10 % indice Bloomberg Canada Aggregate Bond; 25 % indice Bloomberg Global Aggregate Bond; 2,5 % indice Bank of America/Merrill Lynch U.S. High Yield Master II Total Return; 2,5 % indice de RG JPMorgan EMBI Global; 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Perspectives des marchés T2-2025 – reflets dans le portefeuille



* Pondération neutre à 0 %

Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 31 mars 2025.

Actions

- La pondération des actions est restée neutre, car les nouvelles politiques américaines pourraient dans un premier temps ralentir la croissance économique mondiale. Cette situation est partiellement contrebalancée par la politique monétaire américaine qui pourrait devenir plus accommodante.
- Les marchés développés sont encore en surpondération et les marchés émergents restent sous-pondérés.
- Les marchés boursiers américains demeurent volatils, mais ils sont soutenus par la vigueur, quoiqu'affaiblie, de la consommation et par la possibilité de dérèglementation. Après une solide performance en 2024, les marchés boursiers américains pourraient avoir besoin d'absorber l'incertitude quant aux politiques gouvernementales et aux possibles représailles tarifaires de la part de partenaires mondiaux.
- Le Canada reste vulnérable en raison du manque d'accessibilité à des logements abordables, de l'endettement des consommateurs et des modifications apportées aux politiques américaines. Cette situation est quelque peu contrebalancée par une politique monétaire plus accommodante que dans les autres pays développés et par la possibilité d'autres mesures de relance budgétaire après les élections.
- L'Europe continue d'être touchée par les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine, mais la perspective d'un cessez-le-feu a ravivé l'espoir de certains. Les récents changements de politiques des É.-U. ont accru les dépenses de réarmement et d'infrastructures en Europe, rehaussant les attentes en matière de croissance, et compensant quelque peu les impacts potentiels des tarifs douaniers.
- Le ralentissement de la croissance économique mondiale pourrait continuer d'influer sur les marchés de la région Asie-Pacifique (hors Japon), contrebalancé en partie par la possibilité de mesures de relance supplémentaires de la part de la Chine.
- Au Japon, le taux d'inflation reste élevé par rapport aux données historiques, mais les prévisions de croissance économique font toujours état d'une reprise, ce qui soutient la politique monétaire divergente du Japon. Bien que la faiblesse du yen soutienne la croissance des exportations, si la monnaie s'apprécie, si la croissance mondiale ralentit ou si les tarifs douaniers sont appliqués, l'économie japonaise, qui est fortement axée sur les exportations, serait mise à rude épreuve.

Titres à revenu fixe

- Les progrès en matière d'inflation ont varié selon les régions, mais les taux tardent à se rapprocher des cibles des banques centrales, modérant les perspectives des obligations mondiales.
- Les prévisions de croissance ralentie aux É.-U. augmentent la probabilité d'autres réductions de taux au cours des 12 prochains mois, contrairement aux rendements canadiens qui ont moins de marge de manœuvre en ce qui a trait à une baisse de taux.
- Aux É.-U., les écarts de crédit demeurent inférieurs aux niveaux historiques, ce qui modère les perspectives des obligations américaines à rendement élevé, dont la pondération a été ramenée à neutre.
- Les obligations des marchés émergents peuvent générer des rendements plus élevés et offrir une diversification accrue, mais ces titres sont plus sensibles aux ralentissements de la croissance, aux fluctuations monétaires tout comme aux modifications apportées à la politique commerciale des É.-U., ce qui explique la réduction de cette pondération.

Liquidités

- Les liquidités sont encore en surpondération et leur ventilation a été légèrement augmentée, du fait qu'elles continuent d'atténuer l'impact de la volatilité. Les rendements des liquidités sont moins élevés, car les taux directeurs ont reculé, mais ils continuent de présenter un rendement raisonnable avec un risque faible, ainsi que la possibilité de saisir des occasions d'investissement à venir.

Pondération des actions

La pondération des actions est demeurée neutre, car les marchés développés (MD) sont plus prisés que les marchés émergents (ME). Les actions des ME demeurent sous-pondérées compte tenu des craintes relatives aux tarifs douaniers et à la croissance, ainsi que des pressions désinflationnistes en Chine, que les récentes mesures de relance n'ont pas encore permis d'atténuer.

Même si les actions américaines restent en surpondération, le Comité a réduit celle-ci d'un point de pourcentage, soit à 25 % et seulement 80 points de base (pdb) au-dessus du point neutre. Le ralentissement de la croissance, les évaluations supérieures à la moyenne et la possibilité de politiques négatives sur les marchés modèrent les perspectives.

Au T1, du fait que les pressions inflationnistes se sont atténuées et que les indicateurs économiques ont régressé, la Réserve fédérale américaine (*Fed*) a maintenu son taux cible. L'incertitude entourant les politiques tarifaires dresse des obstacles à court terme pour le marché américain relativement à la perspective de mise en œuvre de politiques axées sur la croissance par l'administration américaine plus tard en 2025. Bien que les responsables de la *Fed* continuent de se montrer favorables à d'autres baisses de taux d'intérêt cette année, les tarifs douaniers font en sorte que la *Fed* reste tributaire des données.

Au Japon, l'inflation de base a augmenté au T1, tandis que la croissance s'est modérée, le PIB du T4-2024 étant inférieur aux prévisions consensuelles et les estimations de croissance du PIB pour 2025 stable à 1,2 %. Le risque de tarifs douaniers et la faiblesse de la consommation intérieure pourraient plomber les actions, tandis que le yen pourrait profiter de la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon. À la lumière de ces facteurs ainsi que des occasions relatives et de la diversification, les actions japonaises sont maintenant en surpondération, le Comité rehaussant cette ventilation de 50 pdb.

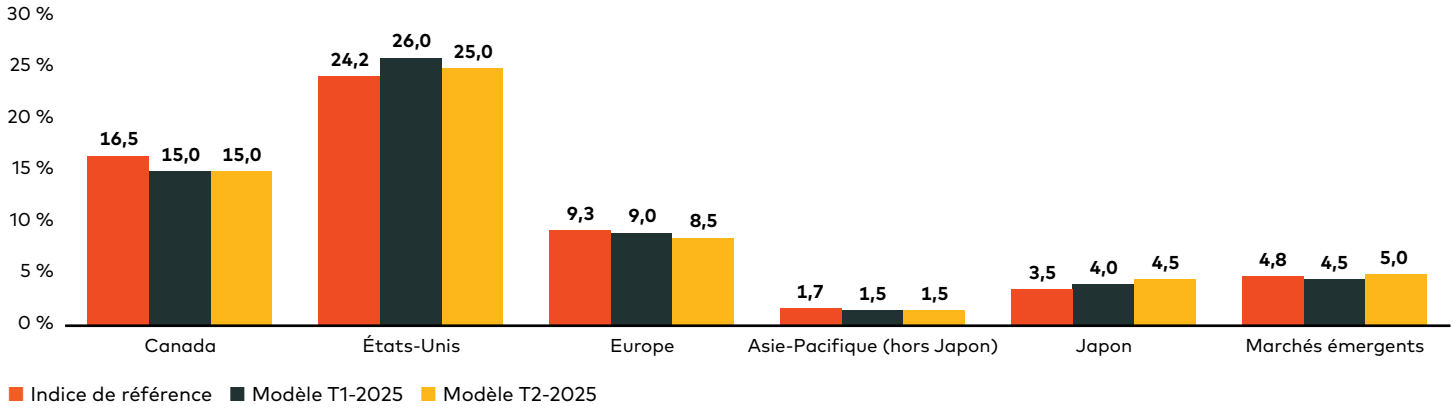
L'indice composé S&P/TSX a surclassé l'indice MSCI Monde ce trimestre. Néanmoins, le Comité continue de sous-pondérer les actions canadiennes, au seuil de négociations tarifaires et d'une élection. Au Canada, les résultats du produit intérieur brut (PIB) ont commencé à être inférieurs aux prévisions de la Banque du Canada (BdC), mais ils se sont stabilisés à mesure que l'incertitude tarifaire a augmenté. L'inflation était légèrement au-dessus du taux cible de la BdC de 2 % en janvier. Ce trimestre, la BdC a réduit ses taux à deux occasions, soutenant les secteurs sensibles aux taux comme la finance, l'immobilier et les services aux collectivités. Le secteur de l'énergie a continué d'être à la traîne malgré les tensions persistantes au Moyen-Orient, car la menace de tarifs douaniers sur les exportations d'énergie, l'offre élevée de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la faiblesse de la demande ont exercé des pressions sur les prix du pétrole.

Le Comité sous-pondère encore les actions européennes, mais légèrement moins qu'au trimestre précédent. Ces actions ont reçu un coup de pouce au début de l'année à la suite des dépenses de défense et d'infrastructures proposées. De plus, la Banque centrale européenne (BCE) a continué de réduire son taux d'intérêt, effectuant deux baisses au T1 et d'autres se profilant à l'horizon en 2025. Les évaluations européennes sont maintenant plus conformes aux niveaux historiques, avec un ratio cours-bénéfice prévu d'environ 15. Néanmoins, les investisseurs sont fortement influencés par des facteurs externes, y compris l'administration américaine, ainsi que par les tensions politiques au sein de l'Union européenne. Le Comité a réduit la pondération de l'Europe de 50 pdb, demeurant ainsi inférieure à celle dans l'indice de référence, car les investisseurs restent prudents.

Le Comité a également maintenu sa sous-pondération de l'Asie-Pacifique (hors Japon). En général, les circonstances des marchés boursiers de cette région sont diverses. Les évaluations des titres de Hong Kong et de Singapour restent intéressantes, bien que les tensions commerciales croissantes avec les É.-U. constituent un risque. En revanche, les actions australiennes sont relativement plus chères, mais elles offrent des perspectives de hausse des prix des produits de base.

Les actions des ME sont de nouveau en sous-pondération, car les actions des MD sont plus prisées, bien que moins qu'au trimestre précédent, occasionnant une hausse de 50 pdb de la ventilation des ME. Les évaluations relatives et les politiques monétaires accommodantes présentent des occasions qui contrebalancent les risques tarifaires et de change. L'Inde pourrait tirer parti de la démondialisation et des flux de trésorerie redirigés hors de la Chine, mais la stratégie de la coalition politique soulève des inquiétudes. La Corée du Sud a récemment été ébranlée par une loi martiale illégale et elle doit maintenant composer avec une procédure de destitution. Dans l'ensemble, les préoccupations relatives aux répercussions des tarifs douaniers multiplient les risques dans la plupart des pays.

FIGURE 2 : Répartition en actions



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 31 mars 2025. Vous ne pouvez pas investir directement dans un indice.

Indice de référence : 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Répartition des titres à revenu fixe

Le Comité a conservé sa sous-pondération des titres à revenu fixe et a ajusté les ventilations sous-jacentes de cette catégorie d'actifs. Les attentes d'un ralentissement de la croissance économique mondiale sont évaluées en regard des prévisions de hausse de l'inflation des prix à la consommation, et l'incertitude qui plane sur les négociations tarifaires ainsi que l'incidence des déficits élevés ou croissants sur l'offre d'obligations du gouvernement américain compliquent la situation. Les rendements des bons du Trésor américain ont reculé compte tenu de données économiques anémiques, tandis que la *Fed* a gardé son taux cible stable au T1.

Le risque de récession a augmenté dans de nombreux pays, et le Comité estime que la croissance solide des É.-U. ralentit, ce qui pourrait entraîner d'autres baisses de taux d'intérêt en 2025. Par conséquent, le Comité a légèrement rehaussé la pondération des obligations mondiales sensibles aux taux, même si celles-ci demeurent sous-pondérées.

Du fait que les écarts de taux ont commencé à se creuser en mars, les rendements obligataires américains sont devenus plus intéressants, et le marché a actualisé les inquiétudes quant à l'incidence des tarifs douaniers sur les flux de trésorerie des sociétés et les défauts de paiement potentiels. Dans cette optique, le Comité a ramené la pondération des obligations américaines à rendement élevé à neutre.

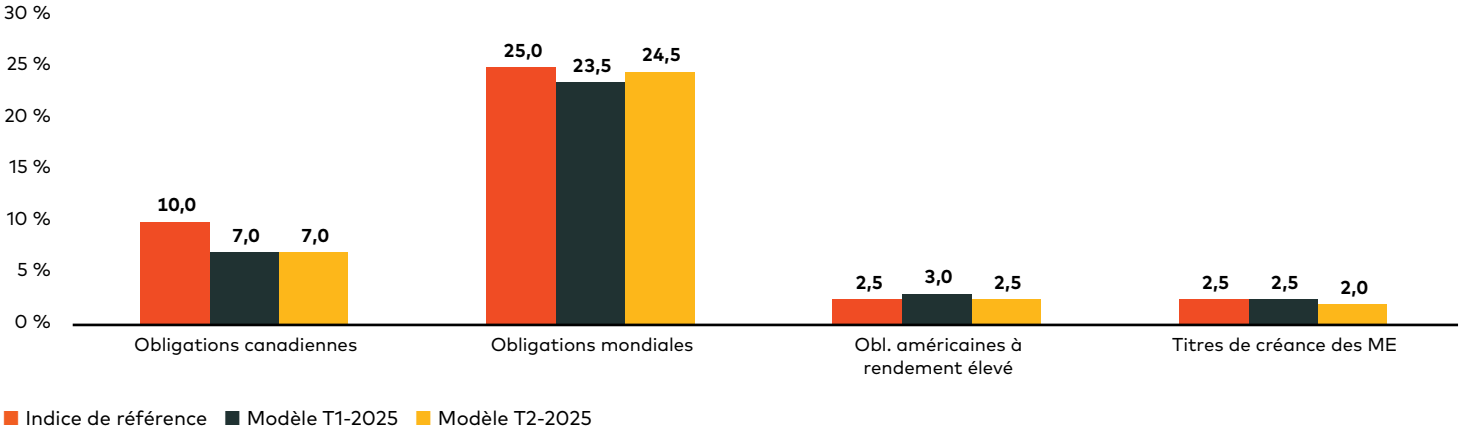
Les marchés obligataires mondiaux ont été positifs au T1, car les rendements des bons du Trésor américain ont poursuivi leur baisse vu les préoccupations liées à la croissance. Cependant, les obligations européennes ont été volatiles vers la fin du trimestre, à la suite d'une annonce surprise de relance de l'Allemagne. Ce trimestre, les sous-catégories sensibles aux taux ont surpassé celles sensibles au crédit. Les tensions commerciales découlant des politiques américaines ont avivé la volatilité des monnaies et des rendements locaux, les marchés mondiaux étant confrontés à la possibilité d'une incertitude accrue. En Europe, l'inflation a continué de ralentir; la BCE a donc réduit les taux à deux occasions. Le Comité a augmenté la ventilation des obligations mondiales de 100 pdb, tout en y conservant une participation légèrement moindre.

Le Comité sous-pondère toujours les obligations du gouvernement du Canada vu les caractéristiques défavorables vis-à-vis de la courbe de rendement, le pessimisme élevé quant aux perspectives de croissance économique et les rendements obligataires plus intéressants d'autres pays. Parallèlement, les réductions de taux de la BdC pourraient être supérieures à celles mises en œuvre par d'autres banques centrales cette année, atténuant la sous-pondération adoptée par le Comité.

Les écarts de taux des obligations des ME se sont légèrement élargis au T1, minant la performance. Cette accentuation a été partiellement contrebalancée par la baisse des rendements des bons du Trésor américain, résultant en une performance raisonnable relative des obligations des ME. Le Comité prévoit un recul modéré des rendements des obligations des ME en 2025, soutenu par la décélération de l'inflation à l'échelle mondiale et par la possibilité d'autres réductions des taux sur les MD. La position des obligations des ME est passée de neutre à sous-pondérée, à la suite d'une diminution de 50 pdb de celle-ci par le Comité, ce qui cadre avec les craintes quant à l'incidence des tarifs douaniers.

Le Comité a rehaussé sa ventilation des liquidités à 4,5 %, y conservant ainsi une surpondération, car celles-ci continuent de procurer un coussin au portefeuille et de réduire la volatilité. Les taux des liquidités restent intéressants, surtout aux É.-U., où la *Fed* a moins réduit ses taux que d'autres banques centrales, même si le Comité estime que cet attrait relatif diminuera avec les baisses de taux à venir.

FIGURE 3 : Répartition des titres à revenu fixe



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 31 mars 2025. Vous ne pouvez pas investir directement dans un indice.
Indice de référence : 10 % indice Bloomberg Canada Aggregate Bond; 25 % indice Bloomberg Global Aggregate Bond; 2,5 % indice de RG Bank of America/Merrill Lynch U.S. High Yield Master II; 2,5 % indice de RG JPMorgan EMBI Global.

Revue de l'économie – T1 2025

Le T1-2025 a été marqué par l'instabilité politique constante, et ce, tant sur les MD que sur les ME, ainsi que par la volatilité accrue des marchés américains. L'économie des É.-U. s'essouffle et les prévisions continuent de se dégrader. Les principaux risques attribués aux politiques commerciales protectionnistes de même que les efforts visant à réduire le fardeau global de la dette du gouvernement américain par l'entremise de l'initiative du département de l'efficience gouvernementale (DOGE) ont persisté ce trimestre.

La conjoncture est demeurée avantageuse pendant la majeure partie du T1, malgré le léger resserrement des écarts de taux, les rendements des bons du Trésor américain ayant baissé en raison des préoccupations liées à la croissance économique. Le bon du Trésor américain à dix ans s'établissait à 4,6 % au début du trimestre, puis a atteint un sommet trimestriel de 4,8 % en janvier pour terminer le trimestre à 4,2 %, alors que les répercussions potentielles des tarifs douaniers ont commencé à peser sur les attentes de croissance économique.

Aux É.-U., selon l'économiste médian, le PIB réel, qui mesure le PIB moins l'inflation, devait croître à un taux annualisé de 1,2 % au T1-2025, soit un fléchissement de la croissance par rapport au T4-2024. De plus, les estimations en temps réel suggèrent que la croissance du PIB réel des É.-U. pourrait être plus faible vu la tendance négative des exportations nettes, les sociétés ayant tenté de se constituer des stocks avant l'application des tarifs douaniers.

Aux É.-U., la confiance des consommateurs, selon les estimations du Conference Board, a continué de s'effriter pendant les quatre derniers mois en raison des politiques tarifaires. Entre-temps, le taux de chômage est resté relativement stable ce trimestre, oscillant entre 4,0 % et 4,1 % en janvier et en février – pour ainsi dire inchangé depuis mai 2024.

La *Fed* a voté à l'unanimité pour maintenir le taux cible des fonds fédéraux à 4,5 % ce trimestre, mentionnant l'incertitude entourant les perspectives économiques, notamment en ce qui concerne les impacts des tarifs douaniers. L'indice des prix à la consommation (IPC) d'une année sur l'autre a atteint 3 % en janvier, un résultat supérieur à l'estimation consensuelle de 2,9 %, soit le taux le plus élevé depuis juillet 2024. En février, l'inflation a augmenté de moins de la moitié qu'en janvier, une baisse bienvenue. L'IPC d'une année sur l'autre s'est chiffré à 2,8 %, donc en deçà des prévisions de 2,9 %, plombé par les services de transport. Néanmoins, la *Fed* a relevé ses prévisions d'inflation de base pour 2025 de 2,5 % à 2,8 %, citant les préoccupations tarifaires.

L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 2,6 % au T4-2024, ce qui est supérieur aux prévisions de croissance de 1,7 % par la BdC. La consommation des ménages a augmenté de 1,4 % au T4, soit le taux le plus rapide en plus de deux ans, attribuable au congé de TPS/TVH ainsi qu'à la hausse des dépenses en véhicules neufs et en services financiers et de télécommunications. Les dépenses publiques ont contribué beaucoup moins à l'économie qu'au cours des trimestres précédents, tandis que les exportations ont stimulé la croissance, les sociétés se pressant de se constituer des stocks avant l'application des tarifs douaniers. Cependant, le secteur de la construction résidentielle ainsi que celui des dépenses en modifications et améliorations ont régressé de 1,1 % et de 4,7 % respectivement. Au Canada, le T1 a commencé en force, avec

une croissance du PIB de 0,4 % d'un mois sur l'autre en janvier; mais, les résultats préliminaires pour février laissent entendre une croissance atone, avec la possibilité de variation selon les tarifs douaniers. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 6,6 % en février, après avoir diminué de 0,2 % et de 0,1 % en décembre et en janvier, respectivement.

La BdC a abaissé son taux d'intérêt de 50 pdb pour le porter à 2,75 % ce trimestre et a indiqué que l'incertitude relative aux tarifs douaniers était l'un des facteurs décisifs lors de sa décision en mars. Toutefois, la BdC a signalé que, compte tenu de l'impact potentiel des tarifs sur l'inflation et sur les attentes en matière d'inflation, elle pourrait ne pas avoir besoin de réduire autant les taux lors des prochaines réunions, ce qui indique un ton plus ferme. D'autres décisions seront prises au fil des réunions, car la BdC cherchera des preuves que les baisses de taux antérieures se répercutent sur l'économie et que l'application de tarifs douaniers influe sur l'économie en général.

Le dollar canadien (CAD) est resté presque stable en regard du dollar américain (USD) ce trimestre, alors que les inquiétudes concernant la croissance économique des É.-U. et la possibilité d'une *Fed* plus accommodante ont pesé sur le USD par rapport aux devises de la plupart des autres pays. Au Canada, la croissance modérée du PIB au début du trimestre et les messages plus prudents de la BdC ont fourni un soutien relatif au CAD. Cependant, la performance du CAD par rapport à celle des autres principales devises, y compris l'euro et le yen, a été négative, du fait que les premières annonces tarifaires étaient axées sur le Canada.

Au T1, l'IPC d'une année sur l'autre du Canada a évolué près du taux cible de 2 % de la BdC, reculant à 1,9 % en janvier du fait de l'allégement fiscal fédéral pour la TPS et la TVH. Ce congé fiscal a pris fin le 15 février – et l'IPC (d'une année sur l'autre) a grimpé à 2,6 % en février, soit une hausse marquée en regard du mois précédent. En tenant compte de ce congé fiscal, la croissance des prix a été généralisée en février. Les loisirs, l'éducation, les soins de santé et l'alimentation ont été parmi les principaux moteurs de la hausse des prix.

Au Japon, l'inflation de base a continué de s'accélérer en janvier pour atteindre 3,2 % avant de régresser à 3,0 % en février, restant ainsi au-dessus du taux cible de 2 % de la Banque du Japon (BdJ) depuis plus de deux ans, et rehaussant les attentes d'une majoration du taux à court terme en 2025. La BdJ a augmenté son taux directeur de 25 pdb à 0,5 % en janvier et l'a maintenu à ce même niveau lors de sa réunion en mars. Le yen a affiché une vigueur relative par rapport au USD ce trimestre, soutenu par la possibilité d'un taux directeur relativement plus élevé.

La BCE a réduit son taux directeur de 25 pdb lors de chacune de ses réunions en janvier et en mars, le portant à 2,65 %. Le taux d'inflation de la zone euro s'est modéré au T1, pour s'établir à 2,2 % en mars, contre un sommet de 2,5 % en janvier, un recul surtout attribuable à l'inflation des services. Le taux d'inflation de base a chuté à 2,4 % en mars après avoir évolué aux environs de 2,7 % depuis août 2024. Par conséquent, le taux directeur de 2,65 % reste restrictif et, lorsqu'il est combiné à une croissance consensuelle de seulement 0,9 % pour 2025 et à l'incidence potentielle des tarifs douaniers, les intervenants politiques pourraient avoir une marge de manœuvre pour réduire leur taux davantage en 2025.

Au T4, la Chine enregistrait une croissance économique de 5,4 %, devançant l'objectif d'environ 5 % du gouvernement. Le secteur manufacturier a grimpé de 6,2 %, tandis que celui des services a augmenté de 5,8 %, soutenu par les secteurs de la finance et des services de TI. Les ventes au détail ont été nuancées pendant la majeure partie de 2024, mais ont terminé l'année en force, avec une consommation globale en hausse de 3,8 % au T4.

Au début de 2025, les actions des ME ont été malmenées, mais elles ont terminé le T1 en territoire positif. La possibilité de tarifs douaniers en 2025 et les bouleversements politiques en Corée du Sud et en Turquie ont nui aux rendements. L'Inde a tiré parti de la démondialisation et des flux de trésorerie redirigés hors de la Chine. Au sein de la catégorie des titres à revenu fixe, les indices obligataires des ME ont enregistré de bons résultats, les obligations locales surclassant les obligations étrangères et celles de sociétés. Les monnaies des ME ont en général été positives ce trimestre, le rouble (Russie) et le réal (Brésil) ayant compté parmi les monnaies les plus rentables, contrairement au nouveau dollar de Taïwan et à la rupiah (Indonésie) qui ont enregistré de piètres performances notables.

Le Comité demeure vigilant quant au risque de résurgence de l'inflation, car la menace de tarifs douaniers de la part de la nouvelle administration aux É.-U. pourrait perturber les avancées réalisées jusqu'à présent. De plus, l'importante reprise du marché en 2024 pourrait occasionner des rendements plus modestes en 2025, le marché étant confronté à un changement de gouvernement à Washington ainsi qu'à des politiques plus protectionnistes. Aux É.-U., les récentes données sur l'inflation ont été mixtes, ce qui a incité la *Fed* à ne pas toucher à son taux depuis décembre. Cependant, le ralentissement de la croissance économique et le potentiel d'inflation attribuable aux tarifs douaniers en 2025 entraînent des répercussions contradictoires quant aux baisses futures des taux. Alors que le cycle de réduction des taux est bien engagé dans la plupart des MD, l'ampleur des bouleversements résultant des tarifs douaniers entrera en ligne de compte au moment de déterminer la voie à suivre.

Comité de répartition de l'actif AGF

Le Comité de répartition de l'actif AGF est formé de professionnels chevronnés en matière d'investissement, spécialisés dans divers secteurs des marchés mondiaux des obligations et des actions. Chacun donne son point de vue sur les risques et les occasions, formulant les perspectives pertinentes à ses catégories d'actif respectives, pour obtenir une répartition de l'actif optimale. Cette approche descendante permet d'orienter les pondérations pour certains portefeuilles AGF. Le positionnement décrit dans le présent document peut ne pas s'appliquer à tous les produits ou services offerts par AGF.

AGF[MD]

Investis avec discipline

Pour plus de détails sur le Comité de répartition de l'actif AGF, visitez le site AGF.com.

Sauf indication contraire, toutes les données sont tirées de Bloomberg ou de Placements AGF au 31 mars 2025.

Des commissions de vente, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur ne se reproduira pas nécessairement.

Les commentaires que renferme le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général disponibles au 31 mars 2025 et ne devraient pas être considérés comme des conseils exhaustifs en matière de placement applicables à la situation d'une personne en particulier. Le contenu de ce document ne doit pas être considéré comme étant des conseils en matière de placement, ni une sollicitation aux fins de l'achat ou de la vente de titres et ne vise pas à suggérer de prendre des mesures quelconques ou de s'en abstenir. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Les conditions du marché peuvent changer et Placements AGF n'accepte aucune responsabilité pour des décisions de placement prises par des individus et découlant de l'utilisation ou sur la foi des renseignements contenus dans ce document.

Le présent document peut contenir des renseignements prospectifs qui reflètent nos attentes ou nos prévisions actuelles d'événements futurs. Les renseignements prospectifs sont intrinsèquement assujettis, entre autres, aux risques, aux incertitudes et aux hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans le présent document.

Le document est présenté à des fins d'information générale et d'éducation seulement. Il ne s'agit pas d'une recommandation concernant un produit, une stratégie ou une décision de placement en particulier, et le document ne vise pas à suggérer de prendre une mesure quelconque ou de s'en abstenir. Il ne vise pas à répondre aux besoins, à la situation et aux objectifs d'un investisseur en particulier. Ces renseignements ne constituent pas des conseils fiscaux ou juridiques. Les investisseurs devraient consulter un conseiller financier ou un fiscaliste avant de prendre des décisions concernant l'investissement, la finance ou l'impôt. Le Comité de répartition de l'actif AGF est formé de professionnels chevronnés en matière d'investissement, spécialisés dans divers secteurs des marchés mondiaux des obligations et des actions. Chacun donne son point de vue sur les risques et les occasions, formulant les perspectives pertinentes à ses catégories d'actif respectives, pour obtenir une répartition de l'actif optimale. Cette approche descendante permet d'orienter les pondérations pour certains portefeuilles AGF. Le positionnement décrit dans le présent document peut ne pas s'appliquer à tous les produits ou services offerts par AGF.

Les renseignements fournis par MSCI sont réservés à un usage interne. Ils ne peuvent être reproduits ni rediffusés sous quelque forme que ce soit et ne peuvent être utilisés pour créer des instruments, des produits ou des indices financiers. Aucun des renseignements fournis par MSCI n'est destiné à constituer un conseil d'investissement ni une recommandation en faveur (ou en défaveur) d'un type de décision d'investissement et ils ne peuvent être utilisés comme tels. Les données et les analyses antérieures ne doivent pas être considérées comme l'indication ou la garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédiction du rendement futur. Les renseignements sont fournis par MSCI « en l'état » et leur utilisateur assume l'entière responsabilité de l'usage qu'il en fait. MSCI, chacune de ses filiales ainsi que chaque personne participante ou liée à la collecte, à la saisie ou à l'élaboration de renseignements de MSCI (collectivement, les « Parties MSCI ») se dégagent expressément de toute responsabilité (notamment en termes d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, de pertinence, de non-violation, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) en ce qui concerne ces renseignements. Sans préjudice de ce qui précède, une Partie MSCI ne peut en aucun cas être tenue responsable au titre de dommages directs, indirects, particuliers, collatéraux, punitifs, consécutifs (y compris, sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de toute autre nature. (www.msci.com).

« Bloomberg® » de même que l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond et l'indice Bloomberg Global Aggregate Bond sont des marques de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées, y compris l'administrateur de l'indice Bloomberg Index Services Limited (« BISL ») (collectivement « Bloomberg »). Ces marques ont été concédées sous licence aux fins de certaines utilisations par La Société de Gestion AGF Limitée et ses filiales. Bloomberg n'est pas affiliée à La Société de Gestion AGF Limitée ou à ses filiales et elle ne donne ni approbation, ni appui, ni examen, ni recommandation à l'égard des portefeuilles et du Groupe de Fonds AGF. Bloomberg ne garantit pas la pertinence, l'exactitude ou l'exhaustivité des données ou renseignements relativement aux portefeuilles et au Groupe de Fonds AGF.

Placements AGF est un groupe de filiales en propriété exclusive de La Société de Gestion AGF Limitée, un émetteur assujetti au Canada. Les filiales faisant partie de Placements AGF sont Placements AGF Inc. (« PAGFI »), AGF Investments America Inc. (« AGFA »), AGF Investments LLC (« AGFUS ») et AGF International Advisors Company Limited (« AGFIA »). Le terme Placements AGF peut faire référence à une ou à plusieurs de ces filiales ou à toutes ces filiales conjointement. Ce terme est utilisé pour plus de commodité et ne décrit pas précisément les sociétés distinctes qui gèrent chacune leurs propres affaires.

Les entités qui font partie de Placements AGF ne fournissent des services de conseils en placement ou n'offrent des fonds de placement que dans le territoire où la société ou les produits en question sont inscrits ou encore où la société est autorisée à fournir ces services.

Placements AGF Inc. est une filiale en propriété exclusive de La Société de Gestion AGF Limitée, et procure des services de gestion et de conseil en matière de fonds communs de placement au Canada.

MD MC Le logo « AGF » et toutes les marques associées sont des marques déposées ou des marques de commerce de La Société de Gestion AGF Limitée et sont utilisés aux termes de licences.

Le présent document ne peut être ni reproduit (en totalité ou en partie), ni transmis, ni rendu accessible à quelque personne que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de Placements AGF Inc.

Date de publication : le 9 mai 2025.

FUND986 05-25-F